

SALOMON

Îles Salomon

S SUPERFICIE : 28 370 km²

POPULATION : 411 000 habitants

CAPITALE : Honiara

CHEF DE L'ÉTAT : Elizabeth II, représentée par Moses Pitakaka

CHEF DU GOUVERNEMENT : Bartholomew Ulufa'alu

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : abolie

SALOMON

Des violences interethniques provoquées par des litiges fonciers ont secoué le pays toute l'année, entraînant de grandes souffrances et des violations massives des droits de milliers de civils déplacés. La législation d'exception a restreint la possibilité de rendre compte des atteintes aux droits humains – parmi lesquelles des homicides délibérés et des fusillades aveugles contre des civils – dont se seraient rendus coupables tant la police que les groupes armés militants. L'absence de toute enquête sur ces agissements et de poursuites contre les personnes soupçonnées d'en être responsables a alimenté un climat de méfiance entre les groupes ethniques et sapé les initiatives de paix.

Contexte

Des conflits de longue date ont abouti à des violences entre les habitants de l'île de Guadalcanal et des colons venus d'autres provinces, essentiellement celle de Malaita. Au cours de l'année, les fusillades de la police et les violences ou les menaces des groupes armés organisés appelés « *militants* » ont fait fuir de leur domicile quelque 32000 personnes – soit presque un quart de la population de Guadalcanal. En juin, des barrages routiers édifiés par la police à Honiara ont empêché l'acheminement de dons humanitaires vers certains villages. Des centaines de maisons ont été incendiées ou pillées. Au plus fort du conflit, la communauté internationale, gênée par les restrictions imposées par le gouvernement en matière d'information, n'a pas pu surveiller de manière satisfaisante la situation des droits humains. Les droits fondamentaux et l'activité des médias ont été restreints par la législation d'exception instaurée pendant l'état d'urgence, qui a duré quatre mois et pris fin en octobre.

Fusillades et brutalités

Des informations ont fait état d'homicides délibérés perpétrés contre des civils par les groupes militants et la police, et de brutalités policières lors d'arrestations. Des policiers auraient également tiré au hasard sur des huttes dans lesquelles se trouvaient des femmes et des enfants. Il y aurait eu au moins 13 morts et une multitude de blessés, mais le nombre réel des victimes était sans doute bien plus élevé. Selon d'autres informations, au moins sept personnes auraient été tuées par la police, dont certaines dans des circonstances controversées. Aucune enquête impartiale n'a été menée sur ces agissements. Le procès d'un policier accusé d'avoir abattu un militant présumé en 1998 était en cours à la fin de l'année.

✓ Début septembre, près du village de Suaghi, au nord-est de Honiara, un garçon de seize ans qui, selon certaines informations, n'était pas armé, a été abattu par des policiers ; ils lui ont tiré dans le dos alors qu'il essayait de s'enfuir.

Enlèvements

Environ 20 personnes avaient disparu, sans doute après avoir été enlevées par des groupes ethniques rivaux. Au moins quatre ont été libérées grâce à la police, remises en liberté par leurs ravisseurs ou retrouvées saines et sauvées.

Conditions carcérales

Des prisonniers de toute sorte, dont des personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes militants, étaient détenus dans un bâtiment surpeuplé dépourvu de toute installation sanitaire. Ces conditions de détention s'apparentaient à un traitement cruel, inhumain et dégradant. Les jeunes détenus n'étaient pas séparés des adultes, ni les personnes en attente de jugement des prisonniers déjà condamnés. La construction de nouveaux

Visites d'Amnesty International

Amnesty International s'est rendue dans les provinces de Guadalcanal et de Malaita au mois de septembre pour y faire des recherches et rencontrer des dirigeants gouvernementaux et des responsables locaux.